

P “C” E : de la révolution à la contre-révolution

Avant d'entrer pleinement dans le vif du sujet, nous voulons aborder une question qui est loin d'être évidente de nos jours : à quoi nous référons-nous lorsque nous parlons de communisme ? Sans détours ni de mots alambiqués, le communisme est tout simplement le mouvement réel qui s'affrontent aux conditions existantes et tend vers une société sans État, sans classes sociales et sans marchandises. Le communisme n'a donc absolument rien à voir ni avec le socialisme dans un seul pays, ni avec le national-communisme et il ne consiste pas non plus à applaudir le massacre de prolétaires dans les conflits impérialistes. Il n'a rien à voir non plus avec la répression de minorités révolutionnaires qui défendent la révolution contre n'importe quelle alliance avec la bourgeoisie progressiste. À cet égard, voyons ce que nous dit G.Munis :

PAYS SOCIALISTES

Acception truandée. *Pays dont le capital étatisé exploite le prolétariat sans coup férir, sans que ce dernier conserve la liberté de refuser le prix qu'on lui offre pour sa force de travail de travail, ni une quelconque liberté de grève, de parole, d'association ou de déplacement.*

Acception révolutionnaire. *Pays, inexistants aujourd'hui, où la fonction productive s'effectue sans travail salarié et où la marchandise cesse d'être marchandise pour se transformer en produit que l'on acquiert sans équivalent. La vente de la force de travail suppose par elle-même l'existence d'un capital acheteur, alors même que le rapport capital/salariat présuppose et ne peut que présupposer l'exploitation de ce dernier. La preuve de la suppression du capitalisme c'est la suppression du travail salarié.¹*

Il existe de nombreuses façons de falsifier l'histoire sans pour autant être obligé de mentir, il suffit d'omettre ce que l'on se refuse à raconter. Notre objectif est de mettre en lumière tout ce que cache et déforme la contre-révolution stalinienne lorsqu'elle se réfère à l'histoire du P « C » E.

En gros, on pourrait diviser la vision pro-stalinienne du Parti « communiste » espagnol en cinq étapes différentes : ses origines et les luttes internes jusqu'à la dictature de Miguel Primo de Rivera ; une deuxième étape qui correspondrait aux années « sectaires » sous la direction de José Bullejos jusqu'à sa destitution en 1932 ; puis le grand parti antifasciste et défenseur de la démocratie – qui est l'image la plus habituelle et qui perdurera jusqu'à la mort de Franco – ; ensuite, pendant la Transition, le Parti éminemment responsable qui met de côté ses propres objectifs pour le bien de la démocratie ; et, enfin, le parti en démocratie après la première victoire de Felipe Gonzalez. Cette structure n'a en fait qu'un seul objectif : cacher ce qu'ont signifié la contre-révolution stalinienne et le rôle des partis nationaux-communistes dans la défense de l'impérialisme « soviétique » et du « socialisme » dans un seul pays. Dans ce texte, nous nous référerons principalement aux premières années de l'histoire du P « C » E pour aboutir, de façon plus concise, aux années d'après-guerre.

¹ Munis, Grandizo, *Léxico de la truhanería política contemporánea, comparada con el léxico revolucionario*. Ce texte se trouve en espagnol dans le deuxième volume de ses œuvres sur notre site web <https://barbaria.net/2022/08/26/munis-obras-completas/>. Il a aussi été publié en français dans la revue du *Ferment Ouvrier révolutionnaire*, *Alarme* n°14, octobre-novembre-décembre 1981.

1. La fondation du PCE (1920-1923)

La vague révolutionnaire mondiale, qui déferla sur tous les coins de la planète terre au cours des années qui suivirent la fin de la Première Guerre mondiale, se fit également sentir en Espagne, en conséquence de ce qui a été désigné comme le *Trienio* – triennat - bolchevique, de 1918 à 1921. Il faut comprendre l'origine et le radicalisme du premier parti communiste dans ce contexte, en tant que produit et facteur de la lutte des classes. La création de l'Internationale communiste en 1919 et l'appel à y adhérer empêchèrent de plus en plus la possibilité de cohabitation au sein du PSOE entre les défenseurs de la révolution russe et ceux qui voulaient la reconstruction de la IIe Internationale et le retour à la période d'avant la Première Guerre mondiale. Dans ce contexte, se tint un congrès extraordinaire du PSOE en décembre 1919 afin qu'il se prononce sur son adhésion ou non à la IIIe Internationale. Il se décanta en fin de compte, 14 010 voix contre 12 497, en faveur de la continuité au sein de la IIe Internationale pour que cette dernière ait le temps suffisant pour se décider à s'intégrer dans l'Internationale communiste. Si lors du congrès de la IIe Internationale qui allait suivre, celle-ci ne s'unifiait pas, le PSOE envisageait, quant à lui, de rejoindre la IIIe Internationale. Cette décision, que les *terceristas*² prirent avec la certitude d'obtenir le soutien de la majorité du parti, fut accueillie avec empressement par les dirigeants de la Jeunesse, qui tinrent également leur congrès en décembre et se prononcèrent directement en faveur de la création d'une section de l'Internationale communiste.

Dans ce contexte d'affrontement entre la Jeunesse et les *terceristas*, deux délégués de l'Internationale communiste, Michael Borodin et M. N. Roy, voyagèrent à Madrid en janvier 1920 en provenance de New York, pour proposer la création d'un parti communiste en Espagne. Ces délégués prirent contact avec des membres de l'aile gauche du PSOE qui venaient alors de former le Groupe pro-Troisième Internationale et, par leur intermédiaire, avec les membres du Comité national des Jeunesses socialistes. Comme l'explique Juan Andrade³ :

*L'idée fut facilement et immédiatement acceptée par le Comité national des Jeunesses Socialistes, d'autant plus qu'elle correspondait à son objectif, qui n'était retardé que par la crainte des difficultés économiques liées au maintien d'un organe propre et à la propagande. Face à la promesse d'une aide financière, la décision fut acceptée sans hésitation.*⁴

C'est en avril 1920, avec la promesse d'une aide financière, qu'une partie des Jeunesses Socialistes se scinda et fonda le Parti communiste espagnol. « Le parti des 100 gamins », comme on continue de l'appeler péjorativement, avait alors des positions antiparlementaires et se sentait proche des positions de la gauche communiste germano-hollandaise, de Gorter

² C'est le nom donné aux membres du PSOE qui étaient en faveur de l'entrée au sein de la IIIème Internationale.

³ Andrade a été un révolutionnaire espagnol, dirigeant tout d'abord des Jeunesses Socialistes, puis l'un des dirigeants du premier Parti Communiste Espagnol (appelé celui des "100 niños" -100 gamins-) et, postérieurement, à la suite de l'unification avec le PCOE sous les pressions de l'Internationale Communiste, dirigeant du Parti Communiste d'Espagne jusqu'à son expulsion à cause de ses critiques à la politique de la direction menée par Bullejos. Pendant les années 30, il a été membre de l'Opposition Communiste d'Espagne (trotskiste) et plus tard, du POUM.

⁴ Citation extraite de Pagès, Pelai, *La historia truncada del partido comunista de España*. Libros Corrientes, 2021, Madrid. p. 36

et du KAPD. Mais ce n'est pas tout : Bordiga, par exemple, écrivait aussi dans *El Comunista*, l'organe du parti⁵. La défense d'une position de gauche sera interprétée comme la conséquence de son radicalisme juvénile, d'une maladie infantile. C'est de cette façon, « 100 gamins », rien de plus loin de la réalité, que furent qualifiés ceux qui défendirent majoritairement des positions contre la guerre pendant la Première guerre mondiale. La Fédération madrilène des Jeunesses socialistes ayant été la seule à avoir adhéré à la déclaration de la conférence de Kienthal. Cela n'avait rien à voir avec du gauchisme, ce n'était que la recherche de positions révolutionnaires face à la dérive opportuniste qui commençait à se dessiner au sein de l'Internationale communiste, comme le montrent les propos de Juan Andrade, dirigeant alors du Parti communiste espagnol, en référence à la critique de Lénine dans *La maladie infantile du communisme*⁶.

Les déclarations de Lénine sont purement opportunistes et celles du Comité Exécutif de Moscou ne reflètent pas non plus un jugement très judicieux. Comme nous maintenons une position de gauche, nous ne pouvons pas nous solidariser avec cela. (Andrade a Geers⁷, 03/07/1920)

Le premier parti communiste adopta les positions de gauche. Bien qu'il ne faille pas généraliser et considérer le premier parti communiste comme un parti organisé autour d'un programme de gauche cohérent déjà constitué, comme c'était le cas du PC d'Italie ou du KAPD, il est important de souligner son instinct révolutionnaire et sa recherche réelle de positions révolutionnaires. Face au silence imposé par le stalinisme, il est toujours intéressant de céder la parole aux protagonistes des événements. Luis Portela, qui fut un dirigeant de ce parti et, plus tard, du parti unifié, s'est référé à son expérience au cours de ces années-là dans un article publié en 1980. Il y exprimait son opinion sur la situation au sein du Parti communiste espagnol, alors qu'il était devenu membre du Parti socialiste de Catalogne, associé au PSOE.

Au sein du Parti communiste espagnol est apparu un courant de gauche semblable à ceux qui ont émergé aux Pays-Bas, en Italie, en Belgique, en Allemagne et même en Russie. Les personnalités les plus importantes de cette tendance étaient Pannekoek, Rutges et Geers aux Pays-Bas, Bordiga en Italie, Van Overstraeten en Belgique et Alexandra Kollontaï en Russie [...]. À vrai dire, en Espagne, cela n'a été qu'une affection cutanée, une maladie qui n'a pas profondément affecté l'organisme du Parti. C'était une position typique d'intellectuels, et il n'y avait rien d'étonnant à ce qu'une tendance nettement gauchiste émerge au sein du Parti communiste espagnol, qui comptait à Madrid un groupe assez nombreux de jeunes ayant fait des études universitaires, ni à ce que cette tendance entraîne dans son sillage un grand nombre de militants d'un parti composé essentiellement de jeunes. Andrade et Ugarte étaient les hommes les plus représentatifs de ce courant. Andrade entretenait, à titre personnel, une correspondance avec Van Overstraeten, avec Bordiga et, surtout, avec les Hollandais.

[...] Dès ses premières interventions en Espagne, Humbert-Droz⁸ s'est montré systématiquement hostile au noyau fondateur du mouvement communiste dans notre pays, le Parti communiste espagnol. Il a largement contribué à créer une image

⁵ Par exemple, l'article *Parti et classe* de Bordiga a été publié, traduit, dans *El Comunista*

⁶ Par rapport à cela, voir notre brochure *El pasado de nuestro ser* <https://barbaria.net/2018/05/27/el-pasado-de-nuestro-ser/>

⁷ Camarade de la gauche germano-hollandaise qui était en contact avec Andrade.

⁸ Il a été chargé des pays latins d'Europe occidentale par l'Internationale Communiste

totallement déformée des communistes de la première heure : il a exagéré l'importance du courant antiparlementaire qui s'était manifesté parmi eux à leurs débuts, fondé, en général, non pas sur des raisons de principe, mais sur des raisons tactiques, et dont lui-même a dû reconnaître, tout comme Graziadei⁹, qu'elles n'avaient rien d'irrationnel. Partant de là, il leur a attribué des déviations vers l'anarchisme et le terrorisme¹⁰.

Dans les propos de Portela, on constate d'une part que persistent les arguments selon lesquels le gauchisme serait une sorte d'étape de jeunesse ou quelque chose d'utopique qui n'a sa place que dans l'esprit d'intellectuels déconnectés de la réalité. D'autre part, et c'est là le plus important, il prouve l'existence dans le Parti de positions qui s'inscrivent dans le cadre de celles défendues par la gauche au sein de l'Internationale. De plus, à petite échelle, on peut reconnaître, à travers l'exemple de Humbert-Droz, la position centriste et la volonté de diffamer la gauche.

À cet égard, il est utile d'examiner la position du Parti communiste espagnol envers les syndicats. D'une part, il s'opposait à la création de nouveaux syndicats et critiquait le réformisme de l'UGT, mais il affirmait que c'était au sein de ces syndicats qu'il fallait mener la lutte pour défendre les positions révolutionnaires. D'autre part, il défendait également la thèse de l'union syndicale comme étape préalable à la création de conseils ouvrier :

En acceptant ce que les uns et les autres ont de bon et ajouter ce qui leur manque et que nous pouvons leur apporter : une idéologie éminente, objective et un plan d'attaque bien conçu, fondé sur une bonne base et dont le résultat est infaillible (...) En résumé : notre mission consiste à donner aux syndicats toute l'ampleur possible pour tuer le corporatisme en leur inculquant l'idéal communiste ; ensuite, nous devons nous atteler à la création des conseils d'usine et d'atelier, en inversant l'ordre naturel, car les dirigeants n'aiment pas les conseils, et il faudra donc tout d'abord les éliminer¹¹.

Nous voyons en cela l'intention de se positionner dans les débats qui ont lieu au sein du mouvement ouvrier par rapport au rôle des communistes dans les syndicats et des conseils d'usine en tant qu'organes de classe. Nous devons comprendre le Parti nouvellement formé dans un cadre où s'exprime l'instinct révolutionnaire de ses militants qui, en même temps, tentent de s'orienter sans avoir un programme clair.

D'autre part, le PSOE tint un nouveau congrès en juin 1920 afin de décider s'il adhérerait ou non à l'Internationale communiste. À cette occasion, l'ambiance était favorable aux *terceristas*, ce qui se traduisit d'ailleurs par un vote majoritaire en faveur de la IIIe Internationale, mais la décision finale fut reportée et devait dépendre d'un voyage en URSS d'un représentant de chaque tendance et du rapport qu'ils rédigerait à l'issue de leur séjour. La décision fut donc reportée, ce qui donna le temps aux défenseurs de la IIe Internationale de reprendre le contrôle d'un parti très divisé en son sein. Le retour de Russie de Fernando de los Ríos et Daniel Anguiano, ce dernier en tant que représentant des *terceristas*, avec des rapports totalement opposés sur l'URSS, ne fit que confirmer une situation qui existait déjà *de facto*. Le congrès, où l'adhésion à l'Internationale communiste fut finalement décidée, se tint en

⁹ Membre de la droite du Parti Communiste d'Italie envoyé par l'Internationale comme représentant de son Comité Exécutif dans les négociations relatives à la fusion des deux partis communistes espagnols. Il a fait partie de la droite du Parti Communiste d'Italie opposé à la majorité de gauche dirigée par Bordiga.

¹⁰ Portela, Luis (1980) El nacimiento y los primeros pasos del movimiento comunista en España. *Estudios de historia social* 14. p. 206

¹¹ Citation extraite de Pagès, Pelai, *La historia truncada del partido comunista de España*. Libros Corrientes, 2021, Madrid. p. 39

avril 1921, un an et quatre mois après le congrès extraordinaire chargé d'examiner cette adhésion, et ne fit que confirmer une scission qui existait déjà en son sein et qui se produisit avec le départ du congrès de tout le courant *tercerista* et la formation du PCOE. Bien que ce nouveau parti comptât parmi ses dirigeants avec d'anciens partisans de l'alliance et défenseur de la participation à la Première Guerre mondiale, il est vrai que, par rapport au Parti communiste espagnol, il avait une plus grande influence et un plus grand nombre de militants. De plus, il avait rallié à sa cause les Jeunesses socialistes reconstruites après la scission d'avril 1920.

Une fois devenu dirigeant trotskiste, Juan Andrade eut une réflexion intéressante sur le marxisme en Espagne au moment des deux scissions et sur les particularités du parti socialiste espagnol par rapport aux grands partis sociaux-démocrates européens. Il nous semble pertinent de la rappeler ici :

Les partis communistes se sont formés dans tous les pays à partir des minorités révolutionnaires d'opposition qui existaient avant, pendant et après la guerre au sein des partis sociaux-démocrates. Ces minorités défendaient déjà au sein des partis, de manière plus ou moins claire, les principes du marxisme révolutionnaire. Elles constituaient des noyaux d'affinité marxiste révolutionnaire au sein de la social-démocratie. Elles luttèrent chaque jour contre la clique réformiste et s'efforçaient de donner une interprétation marxiste cohérente à la politique du parti. Lorsque les partis communistes virent le jour, c'est-à-dire lorsque se produisit la scission au sein des partis sociaux-démocrates, les nouveaux partis communistes issus de cette séparation se retrouvèrent avec un état-major théoriquement compétent grâce aux luttes menées au sein de l'ancien parti. La constitution du parti communiste dans ces pays fut la conséquence logique de toute une action contre le réformisme officiel.

On ne peut en aucun cas affirmer que cela ait été le cas en Espagne. Il n'y a jamais eu en Europe de pays moins imprégné de tradition marxiste, même dans le sens erroné que les sociaux-démocrates donnaient à ce mot. Le « pablisme » - du nom de Pablo Iglesias, fondateur du PSOE, Ndt-, seule définition spécifique que l'on puisse donner à ce qui s'est fait passer pour socialisme en Espagne, était un mélange d'ouvriérisme réformiste sans ambages et de démocratisme petit-bourgeois. La diffusion des travaux de Lafargue par les vieux socialistes répondait en fait au besoin de donner un vernis théorique à leur politique. Les grands problèmes soulevés par la social-démocratie européenne n'ont pas trouvé d'écho dans les rangs du socialisme espagnol. Ce dernier était politiquement isolé du monde¹².

Nous n'interprétons pas ces propos d'Andrade pour insister, comme le fait le stalinisme, sur le peu de poids politique qu'avait le PCE jusqu'à l'avènement de la République. Se servant d'un élément réel, à savoir l'absence d'une forte tradition marxiste et d'une opposition révolutionnaire au sein de la social-démocratie, les staliniens effacent toute l'expérience des premières années du mouvement communiste en Espagne et ses différentes expressions sous prétexte de sectarisme ou d'inexistence politique. Ils ne le font que pour justifier que le véritable Parti communiste était le parti stalinien de masse des années 30 et que c'est à partir de ce moment-là que commence réellement son histoire. Pour nous, cette citation explique parfaitement le pourquoi de la confusion des positions défendues par la gauche du parti

¹²

Ibidem, pages. 41-42

communiste et la force acquise au sein du parti par le suivisme vis-à-vis de l'Internationale qui a, *de facto*, dirigé le Parti pendant la seconde moitié des années 1920, comme pendant la guerre civile.

Par l'intermédiaire de l'Internationale, les deux partis fusionnèrent en novembre 1921. C'est cette date, le 14 novembre 1921, qui est considérée comme celle de la fondation du Parti communiste espagnol. À partir de la fusion, il y eut une lutte constante entre la faction qui défendait les positions majoritaires de l'Internationale et celle qui continuait à maintenir des positions de gauche¹³. Ce sont ces derniers qui créèrent le Groupe communiste au sein du PCE, ce qui leur valut d'être expulsés, même si certains furent réintégrés plus tard. La défaite et la répression du *triennat* bolchevique qui s'ensuivirent en Espagne, ainsi que le reflux de la lutte des classes au niveau mondial à partir de 1921, rendirent difficile l'activité militante du PCE qui, pendant les quelques années où elle put s'exercer, se concentra sur la dénonciation de la guerre du Maroc. Cependant, toute son activité cessa par suite du coup d'État de Primo de Rivera et la mise en place de sa dictature qui dura jusqu'en 1930.

2. Le sectarisme au sein du PCE

L'idée assez répandue selon laquelle il y aurait eu un PCE sectaire qui se serait maintenu jusqu'à l'arrivée de José Díaz au secrétariat général en 1932, provient de la pratique habituelle de l'Internationale stalinienne, qui reprochait aux partis nationaux leurs revirements opportunistes constants. Dans ce cas, cela commença avec la nomination en 1925 de José Bullejos au poste de secrétaire général pour mener à bien ce qui fut désigné comme bolchévisation des partis communistes. Cela signifiait l'obligation de défendre le socialisme dans un seul pays et la subordination des partis nationaux aux intérêts géopolitiques du capitalisme soviétique. Le fait de personnifier en Bullejos la débâcle que représenta pour le PCE la répression de la dictature et l'aventurisme de la politique de la troisième période de l'Internationale stalinienne sert à occulter les conséquences de la politique de Staline. Le problème ne serait plus la trahison du programme communiste, au nom de la défense de l'URSS, mais la personnalité autoritaire et sectaire de Bullejos et de sa clique. Ainsi, les purges et les expulsions au sein du Parti sont imputables à une seule personne et non à la méthode imposée à tous les partis communistes par le processus de bolchévisation, qui les prépara à l'arrivée d'un dirigeant stalinien bien plus obéissant. On observe le même processus avec les manœuvres de Gramsci au sein du Parti communiste italien pour expulser la majorité de gauche, ce qui ouvrit la voie à Togliatti, cet illustre personnage contre-révolutionnaire.

Même si aujourd'hui le Parti « communiste » aime s'envelopper dans le drapeau de la IIe République et faire de son discours républicain un élément qui définit son identité et l'un des signes distinctifs de son histoire, nous verrons que la réalité est quelque peu différente. Non pas parce que défendre un État bourgeois et ses rapports sociaux capitalistes lui posât un problème, mais parce que sa défense de la bourgeoisie républicaine ne fut que la conséquence du changement d'alliances impérialistes de Staline à partir de 1934 et de son virage vers les démocraties occidentales. Pour en revenir à 1931, le parti communiste, qui

¹³ À partir du IIIème Congrès de l'Internationale Communiste en 1921, se dessine un tournant des positions de l'Internationale Communiste, qui essaie d'obtenir la majorité au sein du mouvement ouvrier à partir de tactiques opportunistes vis-à-vis de la social-démocratie : unité avec ses tendances de gauche dans de nouveaux partis (voir les exemples allemand et italien) ou les tactiques de gouvernement ouvrier ou de front unique. Ces tactiques furent combattues par la gauche germano-hollandaise pour ses manifestations les plus immédiates, et de façon plus profonde et théorique par la gauche italienne.

avait presque disparu à ce moment-là, fit montre, en suivant la politique de la troisième période, du volontarisme stalinien en appelant à la formation de soviets. Son activité consista alors principalement à s'attaquer aux « sociaux-fascistes » du PSOE et aux « anarcho-fascistes » de la CNT. Cependant, durant cette période, le prolétariat espagnol manifesta une intense activité et ses minorités révolutionnaires subirent dès le début la répression implacable de la IIe République.

Dès l'avènement de la IIe République, l'Internationale elle-même, ainsi que le groupe autour de José Díaz, critiqua constamment la direction du PCE en lui reprochant de s'être isolée des luttes du prolétariat et ne pas avoir correctement appliqué la tactique de la troisième période, alors que les slogans tels que le front unique à la base ou la politique contre le « social-fascisme » provenaient directement de l'Internationale elle-même. Le véritable problème était que la direction nationale de Bullejos recherchait une plus grande indépendance vis-à-vis de Moscou. La défense d'un national-communisme contre un autre en quelque sorte. Il est intéressant de voir comment, par l'intermédiaire de Stepanov et Manuïlski, responsables de l'Internationale pour l'Europe occidentale, fut justifié le changement de bureaucrates et comment les torts furent imputés au Parti et non à la politique contre-révolutionnaire de l'Internationale.

Et lorsque les événements se sont produits, lorsque la République a été proclamée sous la forte pression des grandes masses qui sont descendues dans la rue, le parti a donné des ordres erronés et incompatibles avec celles-ci. Le Parti communiste espagnol a trop de séquelles anarchistes ; ce n'est pas une organisation purement prolétarienne, mais plutôt un groupe de propagandistes sectaires faiblement liés aux masses, sans politique claire, sans perspectives précises. Le Parti communiste espagnol est un petit cercle d'amis dont les discussions se cristallisent et se distillent dans un laboratoire. Les organisations régionales mènent une vie languissante, sans se soucier des masses, se contentant d'attendre les circulaires du centre. Cela atteint désormais des proportions inadmissibles. On peut citer de nombreux cas où des ouvriers révolutionnaires n'ont pas été admis dans le parti 'afin de ne pas faire baisser le niveau qualitatif de l'élite communiste'. Cela fait montre d'un esprit révolutionnaire 'petit-bourgeois', qui tend à la création du 'héros', ce qui n'est rien d'autre qu'un reflet du caciquisme. 14

Ce document datant de 1932 avait pour fonction de justifier la substitution de bureaucrates par d'autres bureaucrates plus dociles vis-à-vis des intérêts impérialistes de Moscou. C'est le même ordre des choses qui s'est imposé avec la bolchévisation et qui a caractérisé le bureaucrate stalinien : la diffamation et l'éviction du passé¹⁵.

Il est frappant de voir quelle fut la raison de l'expulsion de la « clique » de Bullejos et comment les porte-parole, passés et actuels du parti souffrent d'une sorte d'amnésie lorsqu'ils parlent du PCE à l'époque de la République. Fiers de l'antifascisme et de l'alliance interclassiste du Front populaire, ils semblent oublier la justification de l'expulsion de la direction *bullejiste*. Voyons ce que Bullejos lui-même dit à propos de ce qui s'est passé lors de la tentative de coup d'État du général Sanjurjo en été 1932.

¹⁴ Citation extraite de Ramos, Juan Ignacio, *Los años decisivos. Teoría y práctica del Partido Comunista de España*. Fundación Federico Engels, 2012. Madrid. Pages 112-113.

¹⁵ L'élimination des directions nationales des Partis "Communistes" était une pratique habituelle de la part du Komintern stalinien. De cette façon étaient justifiés les zigzags des lignes politiques et, de plus, cela garantissait l'existence de directions dociles. Dans certains cas, l'élimination a été physique comme pour toute la direction du parti "communiste" de Pologne dans les années 30.

Cette fois-ci, nous, les membres du secrétariat du parti qui se trouvaient à Madrid (...) ne voulions pas répéter les erreurs extrémistes commises le 14 avril, et dans le manifeste que j'ai rédigé, après avoir analysé les causes des événements que nous attribuions à la politique de conciliation du gouvernement, nous avons lancé le slogan « Défense de la République ».

[...] Il ne s'agissait pas de soutenir inconditionnellement le gouvernement d'Azaña, mais de provoquer une coalition de toutes les forces démocratiques populaires sur la base d'un programme révolutionnaire de défense de la République, qui comprendrait en premier lieu le désarmement militaire, politique et économique de tous les éléments réactionnaires¹⁶.

Seul le cynisme le plus éhonté peut justifier la politique du PCE et de l'Internationale. En moins d'un an, sa direction est accusée d'avoir donné des « ordres erronés et incompatibles » lors de la proclamation de la République, pour ensuite l'expulser sous prétexte qu'elle n'a pas suivi la tactique de la troisième période. Les zigzags constants de l'Internationale « communiste » s'expliquent en fonction des divers intérêts internationaux de l'Union soviétique liés aux différentes organisations nationales. Jusqu'en 1935, le PCE suivit la politique de la troisième période qui, en Espagne, se concrétisa par la lutte pour une République par le bas et la lutte contre le « social-fascisme »¹⁷. De là, il passa, cette année-là, à la création du Front populaire avec la bourgeoisie progressiste contre le fascisme, qui, comme dans la situation précédente, fut cautionné par un nouveau revirement de Staline qui se rapprochait cette fois des bourgeoisies occidentales.

3. Le Parti antifasciste

Dans ce qui a pu sembler être un revirement inattendu des événements, le PCE rejoignit l'Alliance ouvrière en septembre 1934, un mois avant le déclenchement de l'insurrection asturienne. Qu'était-il advenu pour qu'il passe de la lutte contre le social-fascisme à la collaboration avec le PSOE en moins d'un an ? Le PCE avait-il abandonné sa position sectaire et isolationniste ? La réalité est tout autre et n'a rien à voir avec l'initiative du parti en Espagne. La victoire d'Hitler en 1933 et, surtout, le retrait de l'Allemagne de la Conférence de désarmement ont contraint l'Union soviétique à modifier ses alliances internationales¹⁸. L'antifascisme fut très utile pour dissimuler tout bonnement la défense du capital national de la part de Staline, qui avait lui-même déclaré lors du XVII^e Congrès du PCUS en 1934 :

Nous sommes bien sûr loin d'être enthousiasmés par le régime fasciste allemand. Mais il ne s'agit pas ici de fascisme, pour la simple raison que le fascisme en Italie, par

¹⁶ Cité dans Juan Andrade, *Apuntes para una historia del PCE* <https://fundanin.net/2019/01/17/historia-del-pce/>

¹⁷ À travers le terme social-fascisme, ils accusent la social-démocratie d'être une forme de fascisme car elle aiderait le fascisme dans sa lutte contre les partis « communistes ».

¹⁸ Nous ne sommes pas en train de défendre un déterminisme diplomatique. Ce que nous affirmons, comme c'est écrit dans notre livre mentionné sur le stalinisme, c'est que la politique du Komintern et de tous les partis « communistes » dans le monde se plie aux intérêts de l'URSS en tant qu'État capitaliste. Les divers tournants depuis sa politique internationale vers la gauche, celle dite de la troisième période, à la politique du Front populaire, sont expliqués en utilisant différents arguments, mais l'axe explicatif est déterminé par les intérêts de l'État capitaliste russe et non par une argumentation.

*exemple, n'a pas empêché l'URSS d'établir les meilleures relations diplomatiques avec ce pays*¹⁹.

Et comme il ne s'agissait pas du fascisme mais d'une menace pour les frontières soviétiques de la part d'une Allemagne belliciste qui se réarmait, l'Union soviétique, avec le drapeau du léninisme en berne, devint membre de la Société des nations - ce « *repaire de brigands* », comme l'avait qualifié Lénine - en septembre 1934. La même année, les négociations avec la France commencèrent et aboutirent à la signature du pacte franco-soviétique un an plus tard.

C'est dans ce contexte que l'on peut comprendre le revirement du PCE qui aboutit à la tactique des fronts populaires un an plus tard. Le grand parti communiste, idéalisé par tous les staliniens, le parti de José Díaz et de La Pasionaria, n'était rien d'autre que le parti de l'interclassisme et de la défense de la démocratie bourgeoise. Dimitrov le dit très clairement lors du VIIe Congrès de l'Internationale stalinienne :

*La situation des pays capitalistes est aujourd'hui différente. Aujourd'hui, la contre-révolution fasciste s'attaque à la démocratie bourgeoise, s'efforçant de soumettre les travailleurs au régime le plus barbare d'exploitation et d'oppression. Aujourd'hui, les masses laborieuses d'une série de pays occidentaux sont contraintes de choisir, concrètement pour aujourd'hui, non pas entre la dictature du prolétariat et la démocratie bourgeoise, mais entre la démocratie bourgeoise et le fascisme*²⁰.

Bien que, dans les faits, cela se pratiquait déjà depuis 1934, les accords du VIIe Congrès marquèrent le coup d'envoi du passage à la tactique interclassiste de formation de fronts populaires avec la bourgeoisie « progressiste », pour défendre la démocratie bourgeoise contre le fascisme. Comme un petit toutou obéissant, le PCE lança une campagne en faveur du Front populaire et de l'unité avec l'ancien parti social-fasciste espagnol. C'est en effet, la même unité interclassiste que celle que défendit la direction précédente après le coup d'État de Sanjurjo, et qui motiva pourtant son expulsion, comme nous l'avons déjà expliqué plus haut. La seconde moitié de l'année fut consacré au débat sur ce que devait être le Front populaire : une coalition électorale ou un parti de gouvernement. L'intérêt ici résidait dans la détermination du PCE à soutenir la bourgeoisie contre toute manifestation révolutionnaire, car il croyait qu'il fallait d'abord mener à bien une révolution bourgeoise en Espagne, et que toute tentative révolutionnaire prolétarienne ne serait donc que pure aventure.

La victoire du Front populaire en février 1936 et la libération immédiate de tous les révolutionnaires emprisonnés entraînèrent une reprise de la lutte des classes que la répression brutale de l'insurrection asturienne avait momentanément réussi à endiguer. Dans un contexte où, rien qu'entre février et le coup d'État du 18 juillet 1936, il y eut plus de 113 grèves générales et 228 grèves dans les villes et les métropoles, voyons quelle fut la position du PCE au cours de l'une des luttes les plus importantes, à savoir la grève dans le secteur du bâtiment à Madrid :

Ce n'est un secret pour personne qu'après le 16 février, les patrons fascistes ont pour tactique de pousser les ouvriers à provoquer des conflits, puis de retarder leur résolution, aussi longtemps que faire se peut, afin de désespérer les masses, ce qui

¹⁹ Cité par Juan Ignacio Ramos <https://www.revolucionrusa.net/index.php/indice-tematico/la-oposicion-de-izquierdas/31-de-la-revolucion-de-octubre-al-triunfo-del-estalinismo>

²⁰ Cité dans <https://www.unionproletaria.com/la-experiencia-de-la-internacional-comunista-en-la-construccion-de-partidos-de-tipo-bolchevique-y-vi/>

*entraîne nécessairement des actions sporadiques sans aucune efficacité et sans but (...), mais qui oppose les ouvriers au gouvernement, car c'est l'une des conditions (...) d'un coup d'État. (...) L'attitude des patrons (...) oblige les ouvriers du bâtiment, même s'ils ne sont pas satisfaits de la convention, à mettre fin à une situation dont la prolongation représente un grave danger pour tous les travailleurs (...) Le moment est venu de savoir comment mettre fin à une grève, sans renoncer à la possibilité, prévue dans la convention, de poursuivre les discussions sur la question des salaires au sein du conseil mixte du travail.*²¹

Dans cet article du 6 juillet 1936 publié dans *Mundo Obrero*, nous pouvons déjà constater quel fut le rôle du PCE, qui s'est accentué pendant la guerre civile espagnole (1936-1939). Comme le dit l'historien officiel Fernando Hernández Sánchez²² dans le documentaire sur le centenaire du PCE : « C'est le parti de la lutte contre le fascisme » et c'est un bon exemple de ce qu'est l'antifascisme, à savoir l'abandon de l'indépendance de classe au profit de la défense des intérêts d'une fraction de la bourgeoisie nationale contre une autre, tout en accusant les révolutionnaires d'être des incontrôlés.

Encore aujourd'hui, ses militants sont éminemment fiers de la lutte livrée par leur Parti contre le fascisme et la défense de la démocratie, fondements de sa légitimité institutionnelle. Après tout, ce sont eux qui ont défendu avec le plus d'acharnement la démocratie républicaine, ce sont eux qui ont formé « le Parti » de l'antifranquisme et ce sont eux qui ont le plus contribué au retour de la démocratie en Espagne. Mais comme aimaient à le dire les staliniens pendant le coup d'État militaire de 36, « le gouvernement commande, le Front populaire obéit », et le gouvernement craignait davantage le prolétariat en armes que les militaires, avec lesquels il tenta de conclure un accord pour former un gouvernement de coalition le 18 juillet. Comme nous le savons, **si le coup d'État militaire a pu être stoppé, c'est grâce à l'action indépendante du prolétariat en armes et non grâce aux dirigeants contre-révolutionnaires et à leur compagnon de route, la bourgeoisie antifasciste.** Cela apparaît très clairement dans les ordres donnés par Dimitrov, dirigeant du Komintern, le 23 juillet, en pleine effervescence révolutionnaire **du** prolétariat, quelques heures seulement après les journées révolutionnaires du 19 juillet 1936 :

En cette période qui est la nôtre, nous ne devrions pas envisager la création de soviets et essayer d'établir la dictature du prolétariat en Espagne. Ce serait une erreur fatale. Nous devons donc dire : agir sous le couvert de la défense de la République ; ne pas abandonner les positions du régime démocratique en Espagne en ce moment, au moment où les travailleurs sont armés, car cela revêt une grande importance pour remporter la victoire sur les rebelles. Nous devrions leur conseiller d'aller de l'avant avec ces armes, comme nous l'avons fait dans d'autres situations, en essayant de maintenir l'unité avec la petite bourgeoisie et les paysans, ainsi qu'avec les intellectuels radicaux, en consolidant et en renforçant l'étape actuelle de la République démocratique (...) Il va sans dire que les camarades espagnols sont soumis à de nombreuses tentations. Par exemple, Mundo Obrero s'est approprié le magnifique bâtiment d'Acción Popular. C'est formidable ! Mais si les nôtres commencent à confisquer des usines et des entreprises, et à causer des

²¹ Citation extraite de Ramos, Juan Ignacio, *Los años decisivos. Teoría y práctica del Partido Comunista de España*. Fundación Federico Engels, 2012. Madrid. págs 202-203.

²² Historien académique actuel qui, dans ses travaux, justifie les positions du PCE en même temps qu'il essaie de les rendre indépendante des ordres de Moscou. On peut voir la totalité de l'entrevue pour le documentaire sur YouTube.

*ravages, la petite bourgeoisie, les intellectuels radicaux et une partie de la paysannerie pourraient se détourner de nous, et nos forces ne sont pas encore suffisantes pour lutter contre les contre-révolutionnaires*²³.

La défense de la petite bourgeoisie, de la propriété et du gouvernement, tels étaient les trois piliers fondamentaux de la politique stalinienne pendant la guerre civile, piliers sur lesquels elle s'est appuyée de toutes ses forces. Le jour même où Dimitrov rédigeait son rapport secret à Barcelone, le PSUC était créé, fruit de l'union de différents groupes socialistes et groupuscules staliniens, et qui, dès sa création, devint le chien de garde de la petite bourgeoisie catalane, organisée en fédérations de corporations et d'entités de petits commerçants et industriels, afin de défendre la propriété contre les saisies et les collectivisations menées par le prolétariat en Catalogne. Et même si, à la fin du mois de juillet, le prolétariat se trouvait déjà pris entre les deux fronts d'un conflit impérialiste, la profondeur de ses actions et l'atmosphère révolutionnaire qui régnait en Catalogne en 1936 étaient indéniables. Face à cette situation, les contre-révolutionnaires, sous les ordres du capitalisme russe, savaient très bien quel était leur devoir, comme l'exprime clairement le journal du Parti « communiste » français, *L'Humanité*, du 3 août :

*Le Comité central du Parti communiste espagnol nous a demandé, en réponse aux récits fantaisistes et intéressés publiés dans certains journaux, d'informer l'opinion publique que le peuple espagnol, dans sa lutte contre les factieux, ne cherche pas à instaurer la dictature du prolétariat et n'a qu'un seul objectif : la défense de l'ordre républicain et le respect de la propriété*²⁴.

Non seulement ils ont largement atteint leur objectif, mais ils ont également réprimé, assassiné et torturé ceux qui avaient parié sur la révolution²⁵. Quand on parle du P « C » E comme du parti de la lutte contre le fascisme, on parle clairement de sa défense de l'ordre républicain. La lutte des classes disparaît laissant place au conflit inter-impérialiste, et alors seule existe la vision des factions bourgeoises opposées.

Nous ne voulons pas faire ici un récit complet des événements et de l'action du stalinisme dans les années 30 en Espagne. Cependant, nous nous focaliserons sur les images épiques de l'histoire officielle du stalinisme national et de la guerre : l'aide de l'URSS et la lutte contre le fascisme.

C'est avec l'arrivée de Largo Caballero à la présidence du gouvernement en septembre et la participation pour la première fois des organisations ouvrières à celui-ci, que furent prises les premières mesures pour reconstruire les institutions et rétablir le contrôle sur le prolétariat que les républicains avaient été incapables de maintenir. C'est en septembre que l'armée de miliciens, déjà engagée dans une guerre inter-impérialiste, fut militarisé et que la discipline militaire fut rétablie. C'est au même moment que Negrín, au service du stalinisme, remboursa « l'aide » soviétique en envoyant les réserves d'or de la Banque d'Espagne à Moscou, ce qui fut récompensé par l'envoi d'armes et l'arrivée massive de conseillers soviétiques et d'agents du NKVD qui persécutèrent les révolutionnaires qui ne luttaient pas pour la défense de l'ordre

²³ Juan Ignacio Ramos, op. cit.

<https://fundacionfedericoengels.net/images/PDF/MEMORIA%20HISTORICA%202.pdf>

²⁴ *Ibidem* <https://fundacionfedericoengels.net/images/PDF/MEMORIA%20HISTORICA%202.pdf>

²⁵ Pour un complément d'information sur la lutte de classes dans les années 30 en Espagne et la pratique des contre-révolutionnaires https://barbaria.net/category/serie_espana36/

républicain et le respect de la propriété. Et, finalement, ils se retrouvèrent dans tous les cercles du pouvoir étatique et de la direction de la guerre, tout en se consacrant, par l'intermédiaire du Service de renseignement militaire, à la persécution de ceux qu'ils qualifiaient « d'incontrôlés », c'est-à-dire ceux qui refusaient d'accepter le mensonge selon lequel il fallait d'abord gagner la guerre et ensuite faire la révolution. Pour rétablir l'ordre, ils durent recomposer les corps répressifs qui avaient presque disparu, car nombre de leurs membres avaient rejoint le camp national ou s'étaient dissous dans les comités du prolétariat. Les militants du PCE s'attelèrent à la tâche avec enthousiasme, obéissant toujours aux véritables dirigeants venus de Moscou. L'un d'eux était Alexander Orlov, envoyé directement par Staline pour organiser le NKVD en Espagne, qui planifia l'enlèvement d'Andreu Nin et les tortures qu'ils lui firent subir. Il y avait aussi l'Italien Vittorio Vidali, alias Carlos Contreras, qui participa à la formation du Cinquième Régiment et partageait le goût stalinien pour la persécution des révolutionnaires. Ernö Gerö, alias Pedro, fut également très actif dans la persécution de révolutionnaires et agit comme un vrai dirigeant du PSUC en Catalogne.

Enfin, nous voulons transcrire, en raison de son honnêteté exemplaire, chose rare au sein de la clique stalinienne, les « quatre conseils amicaux » que Staline écrivit en décembre 1936 à Largo Caballero et qui nous montrent clairement le caractère contre-révolutionnaire du stalinisme :

1. Il serait souhaitable d'accorder une attention particulière aux paysans, qui ont un poids important dans un pays agricole comme l'Espagne. Il serait souhaitable de promulguer des décrets de caractère agraire et fiscal en vue de satisfaire les intérêts des paysans. Il conviendrait également de les attirer dans l'armée et de former, à l'arrière des armées fascistes, des groupes de guérilleros composés de paysans.

2. Il serait souhaitable d'attirer la petite et moyenne bourgeoisie urbaine du côté du gouvernement ou, au moins, de lui donner la possibilité d'adopter une attitude de neutralité favorable au gouvernement, en la protégeant des tentatives d'expropriation et en garantissant autant que possible la liberté de commerce. Dans le cas contraire, ces secteurs continueront à appuyer les fascistes.

3. Il ne faut pas rejeter les dirigeants des partis républicains, mais au contraire les attirer, les rapprocher de nous et les associer à l'effort commun du gouvernement. Il est notamment nécessaire d'assurer le fait qu'Azaña et son groupe soutienne le gouvernement, en faisant tout ce qui est possible pour les aider à ne plus vaciller. Cela est également nécessaire pour faire en sorte que les ennemis de l'Espagne n'y voient pas une république communiste en prévenant ainsi leur intervention éhontée, qui constitue le danger le plus grave pour l'Espagne républicaine.

4. On pourrait trouver une bonne occasion pour déclarer dans la presse que le gouvernement espagnol ne tolérera aucune atteinte à la propriété et aux intérêts légitimes des étrangers en Espagne, des citoyens de pays qui ne soutiennent pas les factieux²⁶.

²⁶ Cité dans <http://documentoshistoria.blogspot.com/2012/10/normal-0-21-microsoftinternetexplorer4.html>

Cela constitue un véritable mode d'emploi des agissements du stalinisme en Espagne. Là réside la grandeur du Parti, qui a été un exemple de lutte antifasciste, de défense de la bourgeoisie, de ses intérêts et de la propriété. Il n'y a qu'une seule façon de mener cela à terme : en réprimant les révolutionnaires et en exploitant le prolétariat, ce que ce Parti appelle « l'effort de guerre ». Voyons ce qu'entraîna le fait de s'opposer à ces conseils amicaux. L'histoire officielle du stalinisme a tendance à oublier les événements de mai 1937 ou, lorsqu'elle en parle, les révolutionnaires sont pratiquement assimilés aux franquistes, ce que les staliniens avaient déjà fait à l'époque. Ces événements représentent l'ultime sursaut du prolétariat contre l'État bourgeois, qu'il soit républicain ou franquiste. C'est le dernier acte d'autonomie prolétarienne que la contre-révolution, enveloppée dans le drapeau de l'antifascisme, lui fit largement payer. Après la défaite de mai, la persécution des révolutionnaires s'intensifia et les prisons à l'arrière se remplirent d'anarchistes, de membres du POUM et de militants authentiquement communistes tels Grandizo Munis ou Jaime Fernández, qui survécurent miraculeusement à la contre-révolution bourgeoise et stalinienne²⁷. À partir de là, les révolutionnaires n'eurent pas d'autre choix que de résister à la répression.

Avec la victoire de Franco et l'avènement de la dictature, le PCE continua d'agir de la même façon, mais ses militants furent confrontés à bien plus de dangers. Ses dirigeants, eux, évitèrent ces dangers, profitant des privilèges que leur octroyait leur obéissance, tant que celle-ci restait aveugle. Que ce soit en exil ou à l'intérieur du pays, ces années furent marquées au sein du P « C » E par une lutte pour le pouvoir et une chasse aux sorcières dans le plus pur style stalinien. Après la mort de José Díaz le 21 mars 1942, une lutte pour le pouvoir s'engagea entre Dolores Ibarruri, la Pasionaria, et Jesús Hernández. Ce dernier était le mieux placé, car il avait tissé des relations plus étroites avec les fonctionnaires de l'IC, profitant du fait qu'il vivait au même endroit qu'eux. De plus, il maintenait des relations avec les émigrants espagnols et se montrait favorable à ce qu'ils quittent l'URSS. Cette position avantageuse dont il jouissait, s'évanouit lorsqu'il fut envoyé au Mexique et écarté *de facto* de la succession de Díaz, ce qui aboutit à l'expulsion de Hernández du parti en mai 1944. La chute en disgrâce de Jesús Hernández entraîna la chasse aux *hernandistes* en même temps qu'une folie accusatoire utilisée par les anciens partisans de Hernández pour ne pas être accusés de trahison et trouver une place de choix auprès d'Ibarruri, la Pasionaria.

Tout comme dans le cas de la lutte pour le pouvoir entre les dirigeants en exil, la reconstruction du PCE à l'intérieur du pays subit également les mêmes déboires, ainsi que les revirements de la politique soviétique : du pacte de non-agression avec l'Allemagne nazie à la rupture de la Yougoslavie de Tito avec l'URSS et à la vague anti-titoïste. Les cas d'Heriberto Quiñones et de Monzón ne sont qu'un exemple des méthodes et de la politique stalinienne au sein du PCE²⁸. Quiñones avait joué un rôle secondaire au sein du PCE dans les années 1930 et avait d'abord travaillé avec Codovila, le délégué de la CI, puis avec Gerö. En 1941, il arriva à Madrid pour reconstruire le parti après la défaite de 1939. Quiñones, en tant que dirigeant du parti à l'intérieur du pays, entra en conflit avec la direction établie au Mexique, par l'intermédiaire des cadres arrivés à Lisbonne en provenance de ce pays. Ceux-ci apportaient de nouvelles directives pour le parti et Quiñones fut accusé de les ignorer. Ce

²⁷ Comme dans le cas de Grandizo Munis, qui a survécu en s'échappant de la forteresse de Montjuïc (Barcelone) où il était incarcéré, en profitant de l'entrée des troupes de Franco en janvier 1939 à Barcelone. La peine de mort avait été requise par les criminels staliniens et républicains, et ses gardiens de prison avaient reçu l'ordre de le tuer au moment de l'arrivée des troupes franquistes. Grâce à la confusion régnante, il put s'enfuir.

²⁸ Pour connaître de façon détaillée les positions politiques du PCE dans les années 1940-50 et la répression au sein du Parti, nous recommandons la biographie de Santiago Carrillo écrite par Paul Preston, *El zorro rojo*, De bolsillo y Joan Estruch Tobella, *El PCE en la clandestinidad 1939-1956*, Siglo XXI

dernier proposait une politique d'union nationale – poursuivant la ligne établie en 1938 – de tous les antifascistes et monarchistes en désaccord avec le régime franquiste, ce qui était en contradiction avec la ligne défendue par la direction en exil au Mexique (et à Moscou), qui voulait contrôler étroitement l'activité interne du PCE et préférait une stratégie de « résistance passive » en accord avec les besoins diplomatiques russes dans le contexte de la Seconde Guerre mondiale. Cela conduisit à un affrontement constant avec la direction américaine et ses émissaires qui étaient accusés de méconnaître la situation espagnole. Au début de l'année 1942, toute la structure du parti en Espagne et à Lisbonne fut démantelée par la police. Face à cette razzia, fut élaboré un récit disculpatoire des positions politiques du parti, si typique du stalinisme, et Quiñones ainsi que tous ses collaborateurs furent accusés de cette lamentable situation. Il fut accusé d'être un agent anglais²⁹, un délateur et d'avoir conduit le parti à la ruine par ses méthodes sectaires et autoritaires. Avant l'arrestation de Quiñones le 30 décembre 1941, certains membres du parti, dont un membre de la direction quiñoniste, avaient déjà planifié son assassinat. Finalement, il ne put être mené à terme car Quiñones fut arrêté et ne se présenta donc pas au rendez-vous³⁰. La campagne qui s'ensuivit contre le quiñonisme et ses collaborateurs fut virulente. Quiñones fut accusé de trahison, avec pour preuve les nombreux témoignages et les lettres critiques de plusieurs de ses anciens collaborateurs. En fin de compte, ne pas le critiquer était synonyme de quiñonisme, c'est-à-dire de trahison. Dans un article de 1950, Carrillo accusa Quiñones d'être un espion britannique et d'avoir un plan pour profiter de la faiblesse des communistes de l'intérieur et les livrer à la police.

Au même moment, mais en France, Jesús Monzón, en tant que dirigeant du PCE, mena une politique d'Union nationale –avec alors l'accord de la direction du parti en URSS – en raison du changement d'alliance de Staline et de la collaboration avec les Alliés après l'invasion de la Russie par Hitler. Cette version d'Union nationale, semblable à celle proposée par Quiñones, mais dans un contexte international différent pour l'Union soviétique, réussit à unifier au sein d'une même structure une partie de l'opposition au franquisme, tant à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Espagne. Monzón continua quant à lui à appliquer les mêmes méthodes stalinienne d'accusations et de purges à l'encontre des militants. Ou, selon ses propres termes, il continua à « nettoyer toute la merde de ceux d'avant », en référence à l'ancienne direction quiñoniste³¹. Dans son rôle de dirigeant du parti en France et en Espagne, il réorganisa le parti à l'intérieur où, par le biais des *Juntas de Unión Nacional*, il collabora avec des catholiques opposés au régime ou des conservateurs comme Juan March. Monzón, avec l'accord de la *Junta Suprema de la Unión Nacional* à Toulouse et de la direction du PCE, organisa une invasion guérillera depuis le sud de la France en 1944, profitant de l'organisation d'unités espagnoles au sein de la résistance française qu'il avait aidé à mettre en place. Cette invasion, à laquelle participèrent des dizaines de milliers de guérilleros, était censée déclencher un soulèvement populaire en Espagne préparé par le Parti à l'intérieur du pays. L'invasion du val d'Aran, comme on la connaît, fut un échec total qui fit des milliers de morts et ne déclencha aucun soulèvement populaire.

Après cet échec, il fallut « nettoyer toute la merde antérieure », c'est-à-dire Monzón et tous ses collaborateurs, comme le vétéran León Trilla, qui fut assassiné par des guérilleros sous les ordres de Carrillo. Dans la campagne menée contre Monzón, celui-ci fut accusé d'avoir

²⁹ Dans un rapport, Quiñones est accusé de travailler pour "l'ennemi", en spéculant qu'il pouvait très bien collaborer avec les anglais puisque parfois on l'avait vu en train de fumer des cigarettes anglaises et non des brunes.

³⁰ Fernández Rodríguez, Carlos, *Los otros camaradas. El PCE en los orígenes del franquismo (1939-1945)*. Prensas de la Universidad de Zaragoza. 2020. Zaragoza.

³¹ *Ibidem* p. 948

planifié l'invasion du Val d'Aran afin de détruire le Parti et d'être un agent franquiste en raison de ses origines familiales. Il fut également accusé de s'être entouré d'aventuriers et de personnes rancunières envers le Parti, comme Trilla, qui avait été expulsé en 1932 parce qu'il avait collaboré avec José Bullejos. Outre toute cette kyrielle d'accusations, Monzón fut également accusé d'être titiste, Tito ayant rompu ses relations avec Staline dans une logique nationale face à l'URSS. Le titisme fut alors considéré comme une nouvelle cause de trahison antisoviétique.

À partir des années 60, après la mort de Staline, on nous vend l'image du Parti de la réconciliation et de la démocratie, celui de la responsabilité qui a su mettre de côté ses objectifs pour parvenir à la démocratie en Espagne, mais il est aisé de faire une comparaison avec les années 1930 : l'antifascisme est toujours l'antifascisme, quelle que soit la décennie. Et, même s'il n'y avait plus de torture et d'assassinats de révolutionnaires, c'est le même interclassisme et la même défense du capital qui persistent et signent.

Le but de ce texte n'est pas, en tout cas, de faire une analyse détaillée du PCE, et encore moins de suivre le parcours de son histoire formelle. Pour nous, l'essentiel est d'expliquer une trajectoire au cours de laquelle il a rapidement changé de nature de classe, en cessant d'être une organisation révolutionnaire pour devenir un instrument essentiel de la contre-révolution dans l'Espagne du temps de la IIe République et de la guerre civile. À partir de tout ce que nous avons développé, il est important de comprendre que l'histoire ultérieure du PCE dans les années 1960, 70 et 80 ne marque pas un saut qualitatif d'intégration dans le monde bourgeois et capitaliste, mais que l'eurocommunisme ne représente qu'une évolution et une continuation nationale et bourgeoise de la gangrène contre-révolutionnaire que représentait le stalinisme et qui faisait déjà du PCE une force totalement contre-révolutionnaire dans les années 30 du XXe siècle.